

PUBLICATION

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1^{er} semestre 2024



PANORAMA GÉNÉRAL

Retards de paiement des entreprises en France et en Europe au 1^{er} semestre 2024

Les retards de paiement des entreprises au plus haut depuis la fin du Covid. La situation se tend particulièrement pour les plus petits acteurs

- Les retards de paiement des entreprises françaises s'allongent (12,9 jours ; quasi +1 jour sur un an)
- Moins d'une entreprise française sur deux paye ses fournisseurs à l'heure (48,7 %)
- Les délais dans le privé atteignent 12,5 jours et restent au-delà des 13 jours dans le public
- La situation se dégrade particulièrement pour les petits entrepreneurs individuels (plus de 13 jours)
- Dans le public, hôpitaux (20,6 j) et services déconcentrés de l'Etat (19,9 j) sont les lanternes rouges
- A l'échelle Europe, le Royaume-Uni (12,2 j) fait désormais mieux que la France

Thierry Millon, directeur des études Altares :



Paris, le 18 septembre 2024

Le groupe Altares, expert de la data d'entreprise dévoile aujourd'hui le panorama des retards de paiement des entreprises de la France dans l'Europe au 1^{er} semestre 2024.

Pour la première fois, Altares livre un décryptage des délais de paiement observés dans le secteur public et le secteur privé.

« Dans une conjoncture qui souffle le chaud et le froid, l'incertitude gagne du terrain et pèse sur la dynamique des affaires et les trésoreries des entreprises en cette rentrée. Un contexte propice au recours accru au crédit fournisseur en complément voire en substitution du crédit bancaire. Mais cette approche, qui implique un allongement des délais de paiement, prive fournisseurs ou sous-traitants de l'indispensable cash pour investir et parfois pour simplement tenir.

Moins d'une organisation française sur deux (48,7%) paye ses fournisseurs à l'heure et c'est à peine mieux en Europe (50,5%). Une performance très insuffisante et régulièrement pointée du doigt que les initiatives européennes ou françaises ne permettent pas pour le moment d'améliorer.

La question des délais de paiement empoisonne les relations entre entreprises mais aussi avec les acteurs publics.

Dans la fonction publique de santé (hôpitaux), l'administration de l'état, les métropoles ou encore les régions, les délais dépassent parfois les 20 jours. »

Dans le public, Hôpitaux et services administratifs de l'Etat lanternes rouges; Collèges & lycées, EHPAD et communes meilleurs élèves

A échelle de l'ensemble du secteur public, les délais de paiement s'améliorent sur le 2e trimestre 2024 pour retrouver en juin un niveau stable par rapport au S1 2023 à **13,3 jours**. Un chiffre qui masque néanmoins de très importantes disparités selon les services et échelons territoriaux.

Dans les **collectivités territoriales** (retard moyen de 12,7 jours au T2 2024 ; en légère baisse sur un an), on observe des délais moyens de **12,7 jours pour les communes ; 19,7 jours pour les départements** et plus de **23 jours pour les régions**.

A échelle des **établissements publics administratifs** (délai moyen de 15,1 jours ; en baisse sur un an), on enregistre au T2 2024 des retards de **14,2 jours pour les communautés de commune, 18,3 jours pour les communautés d'agglomération et plus de 20 jours pour les métropoles**.

Dans **l'enseignement**, le retard moyen se stabilise sous 12 jours (**11,4 jours**) pour les **établissements publics locaux d'enseignement (collèges et lycées)**. A échelle des établissements **publics nationaux à caractère scientifique, culturel et professionnels (universités)**, il dépasse le seuil des 15 jours (**15,3 jours**) en dépit d'une amélioration sensible sur un an.

Le retard dépasse tout juste 16 jours (**16,1 j**) dans les **EPIC** (établissements publics à caractère industriel ou commercial) et approche **20 jours** pour **l'administration de l'état** (principalement les services déconcentrés de l'Etat).

Enfin, dans la santé, les comportements de paiement se sont dégradés très sensiblement à partir de fin 2023. Les **hôpitaux** présentent un retard moyen supérieur à 20 jours (**20,6 j**).

Les **établissements publics locaux sociaux et médico-sociaux (Maisons de retraite, Ehpad)** contiennent leur retard moyen proche de 12 jours (**12,2 jours**).

Dans le secteur privé, les entrepreneurs sous tension

En moyenne globale, le **secteur privé** accuse une augmentation du retard moyen de près d'une journée sur un an et affiche désormais 12,5 jours.

Les **entrepreneurs individuels** présentent la dégradation la plus remarquable. Ces structures, encore 'meilleures élèves' il y a un an avec 8,5 jours de retard, sont désormais les plus retardataires avec 13,4 jours en moyenne. Soit un dérapage de près de 5 jours en à peine plus d'un an.

Pour les **sociétés commerciales**, l'allongement des délais est bien moins rapide et s'affiche à **12,5 jours**, légèrement sous la moyenne nationale de 12,9 jours.

Les comportements de paiement des **associations loi 1901** sont plutôt stables avec des retards légèrement supérieurs à 11 jours. Quant aux **sociétés civiles professionnelles (activités juridiques ou médicales essentiellement)**, le décalage de paiement se maintient sous 10 jours.

L'immobilier affiche les retards les plus longs tandis que la manufacture et la construction sont les plus vertueuses.

[AU-DELA DE 20 JOURS DE RETARD]

La crise de **l'immobilier** entraîne une envolée des défaillances mais aussi des retards de paiement.

La **promotion immobilière**, qui concentre traditionnellement les retards les plus élevés, approche le seuil des **27 jours**.

Pour les **agences immobilières**, on parle désormais de **22 jours**.

Dans les métiers de la **communication**, les retards restent importants. C'est notamment le cas pour les services **d'information** (agences de presse) qui dérapent à près de **23 jours** en fin de semestre et des activités de **films et son** (production de films, enregistrement etc.) où l'on approche des **20 jours** sur le 2e trimestre.

Le **secteur des coiffeurs et soins de beauté** est également au-dessus de 21 jours de retard, un délai qui reste globalement stable sur un an.

[ENTRE 15 ET 20 JOURS]

Entre 15 et 20 jours de retard, figurent le **commerce de gros (B2B) de textile & habillement**, les activités de **logiciels, transport, voyage, nettoyage de bâtiments**, la restauration ou les activités **culturelles ou sportives**.

¹ L'étude analyse la comptabilité client des entreprises localisées en Allemagne – Pays-Bas – Belgique – France – Royaume-Uni – Irlande – Espagne – Portugal

² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_4409

[SOUS LE SEUIL DES 10 JOURS]

A l'inverse, la **manufacture** présente des comportements plus vertueux. Les retards de paiement sont inférieurs à 10 jours dans les activités de **réparation industrielle, caoutchouc-plastique, métallurgie-mécanique** ou encore **matériaux de construction**.

La **construction** figure encore dans le top 5 des secteurs où les retards sont les plus faibles. Les délais observés dans le bâtiment restent sous le seuil des 10 jours.

Les retards sont également contenus sous 10 jours dans le **commerce de détail** pour les **magasins multi-rayons**, le bricolage et **l'équipement du foyer**.

Les petites entreprises en panne de trésorerie ; les plus grandes concentrent les retards les plus longs mais améliorent leurs pratiques.

Traditionnellement, les TPE françaises présentent des retards de paiement peu importants et homogènes. Mais depuis un peu plus d'un an, un clivage se dessine. Depuis le printemps 2023, la situation se tend fortement pour les **entreprises de moins de 3 salariés**. Début 2023, elles présentaient encore des délais sous le seuil des 12 jours. Mais depuis, les délais ne cessent de s'allonger pour atteindre **14 jours à l'issue du S1 2024**.

Les structures de **4 à 49 salariés** parviennent à contenir leurs retards sous la barre des 12 jours en dépit de tensions en fin de semestre.

Les PME de **50 à 199 salariés** stabilisent les délais sous la moyenne globale (12,7 jours).

Les structures de **200 à 999 salariés** repassent nettement sous le seuil des 15 jours mais présentent des retards (14,5 j) encore bien supérieurs à la moyenne.

Au-delà de 1000 salariés, les comportements de paiement s'améliorent très sensiblement sur le 2e trimestre (-1 jour) mais le retard moyen demeure très élevé (17,8 jours).

La France se rapproche de la moyenne européenne de 13,5 jours

La crise sanitaire avait porté les retards de paiement en France comme en Europe au-delà de 14 jours. La situation s'était ensuite progressivement détendue. En 2022 et 2023, les retards moyens retombaient à 12 jours pour la France et 13 jours pour l'Europe.

Mais depuis l'été 2023, **les comportements de paiement se dégradent plus vite en France qu'en Europe**. A l'issue du S1 2024, les retards s'allongent de 0,6 j pour la France contre 0,2 j à échelle Europe.

Pays-Bas et Allemagne, tandem des bons élèves

Les **Pays-Bas** accentuent leur leadership avec désormais à peine plus de 3 jours de retard (**3,3 jours**). Plus de 80% des entreprises néerlandaises payent leurs fournisseurs à l'heure. **L'Allemagne** conserve son fauteuil de challenger mais les conditions de paiement se tendent et la part des très bons payeurs est ramenée à 60% pour un retard moyen de 6,6 jours.

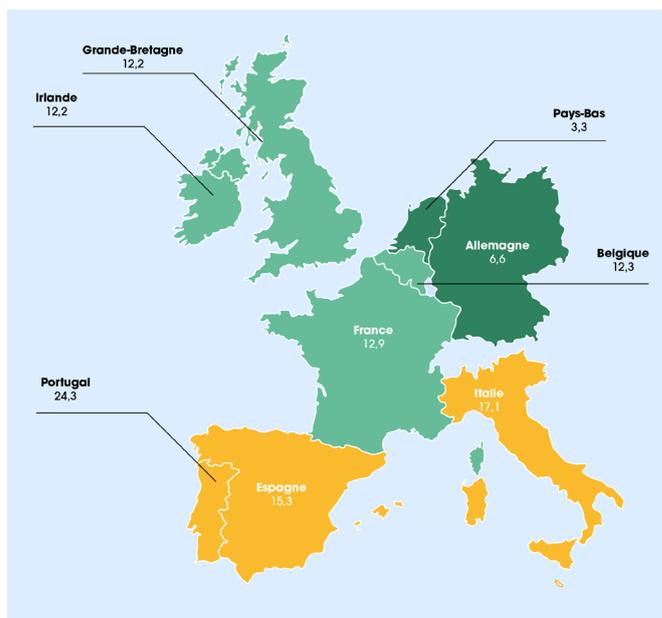
Derrière la Belgique, l'Irlande et désormais le Royaume-Uni, la France ferme le peloton des élèves moyens

La France ferme la marche d'un groupe aux performances moyennes aux côtés de la **Belgique** (12,3 jours), **l'Irlande** et le **Royaume-Uni** (12,2 jours). Si la moitié des entreprises belges décalent leurs règlements de 1 à 30 jours, leurs homologues britanniques sont bien plus vertueuses. Ces dernières s'inscrivent dans une amélioration constante de leurs comportements de paiement depuis plusieurs années. Elles étaient moins de quatre sur dix à respecter les dates d'échéances au printemps 2022 ; elles sont près de six sur dix (57%) désormais.

Les comportements se dégradent dans les pays du Sud

Les trois pays du sud – Italie, Portugal et Espagne – accusent une dégradation de leurs conditions de paiement. L'Espagne repasse au-dessus de 15 jours de retard (15,3 j), l'Italie franchit la barre des 17 jours (17,1 j) et le Portugal retrouve un retard moyen de plus de 24 jours (24,3 j).

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 1^{er} semestre 2024



Légende

- Plus de 15 jours
- 10 à 15 jours
- Moins de 10 jours

Thierry Millon conclut :

« Les retards de paiement fragilisent sévèrement les trésoreries des entreprises. Le rapport 2023 de l'Observatoire des délais de paiement évalue à 15 milliards d'euros le montant de trésorerie qui pourrait être transféré aux TPME en l'absence de retards de paiement. Chaque jour de retard représente une somme colossale qu'il faut financer. Parfois impossible à couvrir, ce besoin de financement peut précipiter le créancier vers la défaillance. Des travaux de recherche ont montré que l'existence de retards de règlement des clients augmente la probabilité de défaillance du fournisseur de 25 % et même 40 % lorsque les retards sont supérieurs à 30 jours. La lutte contre les retards de paiement demeure donc un enjeu essentiel de compétitivité et de survie pour les entreprises. Les textes plafonnent les délais à 60 jours dans le privé, à 30 jours pour les collectivités locales et l'État, et à 50 jours pour les établissements hospitaliers. Des plafonds trop souvent dépassés notamment faute d'une bonne organisation de la chaîne de facturation ou de paiement mais aussi du fait de délais cachés ou de désaccords sur la date de commencement du délai. Depuis ce printemps, les délais de paiement de certaines collectivités sont disponibles en open data. Une démarche visant à apaiser les relations d'affaires et éclairer les décisions. Connaître les habitudes de paiement de son client qu'il soit public ou privé, français ou international, comme le propose Altares au travers de la plateforme collaborative internationale DunTrade®, est en effet essentiel pour gérer sa prise de risque et piloter son cash. »

Notre méthodologie : la mesure des retards de paiement par Altares

Altares et les membres du réseau mondial Dun & Bradstreet ont initié **un programme exclusif de collecte et d'analyse des retards de paiement des clients**. Depuis près de 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, le programme DunTrade® s'alimente des **informations provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes**.

Il s'appuie sur **une observation factuelle de la réalité des paiements par une analyse en permanence des retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles**. Le **périmètre international** compte plus de **670 millions d'expériences commerciales réelles par an** (relations fournisseur client). **En France**, chaque année, plus de **30 millions d'expériences commerciales sont analysées** couvrant ainsi les comportements de paiement de plus de **2,2 millions d'entreprises**.

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

A propos d'Altares



Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

SOMMAIRE

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe** (Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal) par tranche de retard
- **Comparaison des délais moyens de règlement** en Europe au 2^{ème} trimestre 2024
- **Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées** en Europe au 2^{ème} trimestre 2024
- **Courbes France / Europe de l'évolution des retards de paiement** des structures publiques et privées depuis 10 ans
- **Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement** des structures publiques et privées par secteur d'activité

2. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en France

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par région
- **Carte des comportements de paiement** des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2024
- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par taille
- **Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement** des structures privées françaises par activité au 2^{ème} trimestre 2024
- **Les comportements de paiement des structures privées** françaises par activité
- **Retards de paiement par catégorie juridique secteur privé et secteur public**

3. Annexes

- **Notes méthodologiques**
- **Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés**

PARTIE 1

Les comportements de paiement des structures publiques et privées Europe

Comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe par tranche de retard



Europe

EUROPE % d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	45,7%	46,3%	47,0%	47,7%	48,2%	48,4%	48,3%	48,7%	49,0%	49,9%	49,7%	49,7%	50,4%	50,5%
En retard de moins de 30 jours	44,3%	44,0%	43,6%	43,2%	43,4%	43,3%	43,3%	43,0%	42,8%	41,6%	41,5%	41,5%	40,9%	40,5%
En retard d'au moins 30 jours	10,0%	9,7%	9,4%	9,1%	8,4%	8,3%	8,4%	8,3%	8,3%	8,5%	8,8%	8,7%	8,7%	9,0%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14,4	14,1	13,8	13,6	13,2	13,0	13,1	12,9	12,9	13,0	13,3	13,3	13,2	13,5



France

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	33,2%	34,1%	32,9%	34,0%	36,7%	39,1%	41,3%	45,5%	47,4%	49,3%	49,2%	48,3%	48,1%	48,7%
En retard de moins de 30 jours	59,4%	58,7%	60,3%	59,2%	57,3%	55,3%	51,4%	47,4%	45,3%	43,0%	42,8%	43,4%	43,6%	42,7%
En retard d'au moins 30 jours	7,4%	7,2%	6,9%	6,9%	6,0%	5,7%	7,3%	7,2%	7,3%	7,6%	8,0%	8,3%	8,3%	8,6%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9



Allemagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	62,7%	63,2%	65,2%	64,8%	64,1%	63,4%	63,7%	62,9%	63,0%	62,4%	62,9%	63,3%	62,4%	60,5%
En retard de moins de 30 jours	35,2%	34,8%	32,9%	33,3%	34,0%	34,7%	34,4%	35,1%	34,9%	35,2%	34,7%	34,4%	35,3%	36,7%
En retard d'au moins 30 jours	2,0%	2,0%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	2,0%	2,1%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,8%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	6,7	6,7	6,5	6,4	6,4	6,1	5,8	5,9	5,9	6,2	6,0	6,0	6,1	6,6



Belgique

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021				T2 2021				T3 2021				T4 2021				T1 2022				T2 2022				T3 2022				T4 2022				T1 2023				T2 2023				T3 2023				T4 2023				T1 2024		T2 2024	
	Sans retard	43,4%	43,2%	42,8%	47,3%	51,1%	53,6%	51,2%	45,9%	49,0%	46,7%	43,8%	44,0%	44,8%	44,8%	49,2%	49,9%	50,7%	46,8%	43,9%	41,8%	43,9%	47,9%	45,0%	46,9%	49,3%	48,9%	48,2%	49,8%	7,4%	6,9%	6,5%	6,0%	5,0%	4,6%	5,0%	6,1%	6,0%	6,4%	6,9%	7,1%	7,0%	6,8%									
En retard de moins de 30 jours	11,9	11,6	11,4	10,6	9,6	9,0	9,5	9,9	10,8	11,4	12,2	12,4	12,3	12,3																																						
En retard d'au moins 30 jours	43,4%	43,2%	42,8%	47,3%	51,1%	53,6%	51,2%	45,9%	49,0%	46,7%	43,8%	44,0%	44,8%	44,8%	49,2%	49,9%	50,7%	46,8%	43,9%	41,8%	43,9%	47,9%	45,0%	46,9%	49,3%	48,9%	48,2%	49,8%	7,4%	6,9%	6,5%	6,0%	5,0%	4,6%	5,0%	6,1%	6,0%	6,4%	6,9%	7,1%	7,0%	6,8%										
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	11,9	11,6	11,4	10,6	9,6	9,0	9,5	9,9	10,8	11,4	12,2	12,4	12,3	12,3																																						



Espagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021				T2 2021				T3 2021				T4 2021				T1 2022				T2 2022				T3 2022				T4 2022				T1 2023				T2 2023				T3 2023				T4 2023				T1 2024		T2 2024	
	Sans retard	42,1%	42,1%	42,8%	44,0%	44,0%	44,1%	44,2%	44,4%	43,9%	44,3%	44,4%	46,0%	44,3%	45,2%	47,6%	48,3%	48,0%	46,8%	47,3%	47,3%	47,1%	46,8%	46,5%	46,2%	46,3%	44,7%	46,1%	45,1%	10,3%	9,6%	9,2%	9,2%	8,7%	8,6%	8,8%	8,9%	9,6%	9,5%	9,3%	9,3%	9,7%	9,7%									
En retard de moins de 30 jours	16,2	15,6	15,2	15,2	14,7	14,3	14,5	14,5	15,5	15,1	14,9	14,7	15,3	15,3																																						
En retard d'au moins 30 jours	42,1%	42,1%	42,8%	44,0%	44,0%	44,1%	44,2%	44,4%	43,9%	44,3%	44,4%	46,0%	44,3%	45,2%	47,6%	48,3%	48,0%	46,8%	47,3%	47,3%	47,1%	46,8%	46,5%	46,2%	46,3%	44,7%	46,1%	45,1%	10,3%	9,6%	9,2%	9,2%	8,7%	8,6%	8,8%	8,9%	9,6%	9,5%	9,3%	9,3%	9,7%	9,7%										
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	16,2	15,6	15,2	15,2	14,7	14,3	14,5	14,5	15,5	15,1	14,9	14,7	15,3	15,3																																						



Irlande

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021				T2 2021				T3 2021				T4 2021				T1 2022				T2 2022				T3 2022				T4 2022				T1 2023				T2 2023				T3 2023				T4 2023				T1 2024		T2 2024	
	Sans retard	29,3%	32,7%	34,3%	33,9%	32,2%	30,6%	32,2%	34,0%	37,0%	38,7%	39,4%	43,2%	45,2%	51,3%	62,3%	58,4%	57,8%	58,4%	58,8%	59,0%	58,8%	55,3%	53,3%	52,2%	52,7%	49,8%	46,5%	40,6%	8,3%	8,9%	7,9%	7,7%	9,0%	10,3%	9,0%	10,7%	9,7%	9,1%	8,0%	7,0%	8,2%	8,1%									
En retard de moins de 30 jours	14,8	14,7	13,2	13,1	14,7	15,9	14,9	15,7	14,5	13,9	13,0	11,9	12,8	12,2																																						
En retard d'au moins 30 jours	29,3%	32,7%	34,3%	33,9%	32,2%	30,6%	32,2%	34,0%	37,0%	38,7%	39,4%	43,2%	45,2%	51,3%	62,3%	58,4%	57,8%	58,4%	58,8%	59,0%	58,8%	55,3%	53,3%	52,2%	52,7%	49,8%	46,5%	40,6%	8,3%	8,9%	7,9%	7,7%	9,0%	10,3%	9,0%	10,7%	9,7%	9,1%	8,0%	7,0%	8,2%	8,1%										
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14,8	14,7	13,2	13,1	14,7	15,9	14,9	15,7	14,5	13,9	13,0	11,9	12,8	12,2																																						



Italie

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021				T2 2021				T3 2021				T4 2021				T1 2022				T2 2022				T3 2022				T4 2022				T1 2023				T2 2023				T3 2023				T4 2023				T1 2024		T2 2024	
	Sans retard	37,1%	38,6%	39,5%	39,7%	39,9%	40,2%	39,9%	40,6%	41,0%	41,5%	41,6%	41,2%	40,8%	40,8%	47,6%	46,9%	46,9%	47,1%	47,7%	47,7%	47,7%	47,6%	47,3%	46,7%	46,7%	47,1%	47,3%	47,2%	15,3%	14,5%	13,6%	13,2%	12,4%	12,1%	12,4%	11,9%	11,7%	11,8%	11,7%	11,7%	11,9%	11,9%									
En retard de moins de 30 jours	19,5	18,8	18,0	17,6	17,5	17,5	17,7	17,5	16,1	16,9	16,8	16,9	17,1	17,1																																						
En retard d'au moins 30 jours	37,1%	38,6%	39,5%	39,7%	39,9%	40,2%	39,9%	40,6%	41,0%	41,5%	41,6%	41,2%	40,8%	40,8%	47,6%	46,9%	46,9%	47,1%	47,7%	47,7%	47,7%	47,6%	47,3%	46,7%	46,7%	47,1%	47,3%	47,2%	15,3%	14,5%	13,6%	13,2%	12,4%	12,1%	12,4%	11,9%	11,7%	11,8%	11,7%	11,7%	11,9%	11,9%										
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	19,5	18,8	18,0	17,6	17,5	17,5	17,7	17,5	16,1	16,9	16,8	16,9	17,1	17,1																																						



Pays-Bas

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	75,7%	76,5%	76,4%	76,7%	71,9%	71,6%	71,9%	75,8%	75,4%	76,7%	76,4%	76,6%	80,0%	80,0%
En retard de moins de 30 jours	22,4%	21,6%	21,5%	20,8%	25,7%	26,1%	25,6%	22,1%	22,6%	21,5%	21,8%	21,6%	18,6%	18,6%
En retard d'au moins 30 jours	1,9%	1,9%	2,1%	2,4%	2,4%	2,3%	2,4%	2,1%	2,1%	1,9%	1,8%	1,8%	1,4%	1,4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	4,1	4,0	4,4	4,5	5,1	5,0	5,0	4,5	4,4	4,1	4,1	4,0	3,4	3,3



Portugal

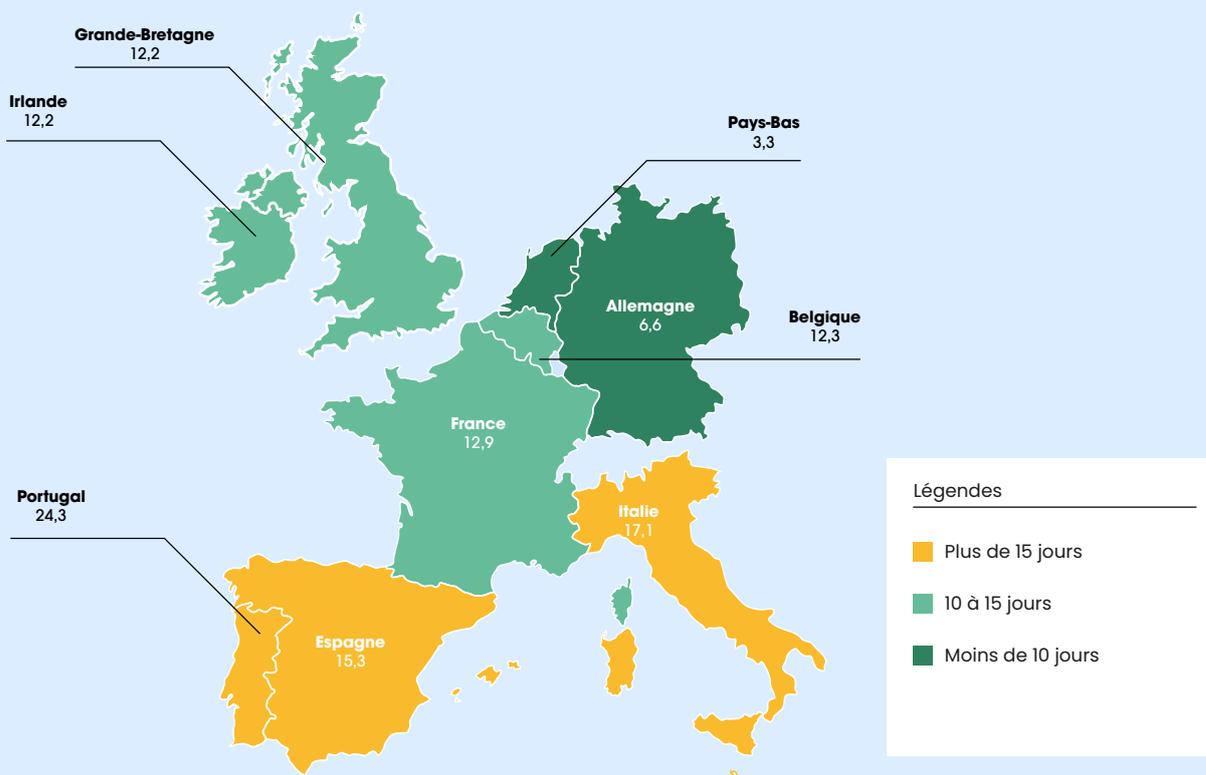
% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	16,7%	17,0%	17,4%	17,8%	18,3%	19,3%	18,3%	21,1%	20,8%	20,1%	19,7%	19,2%	19,3%	18,9%
En retard de moins de 30 jours	63,8%	63,7%	63,5%	63,8%	64,2%	63,5%	64,2%	63,1%	63,6%	64,6%	65,1%	65,7%	65,4%	65,5%
En retard d'au moins 30 jours	19,5%	19,2%	19,1%	18,4%	17,5%	17,3%	17,5%	15,7%	15,6%	15,2%	15,2%	15,1%	15,4%	15,5%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	26,6	26,4	26,4	25,9	26,4	26,1	26,5	25,0	24,3	24,0	24,0	23,9	24,1	24,3



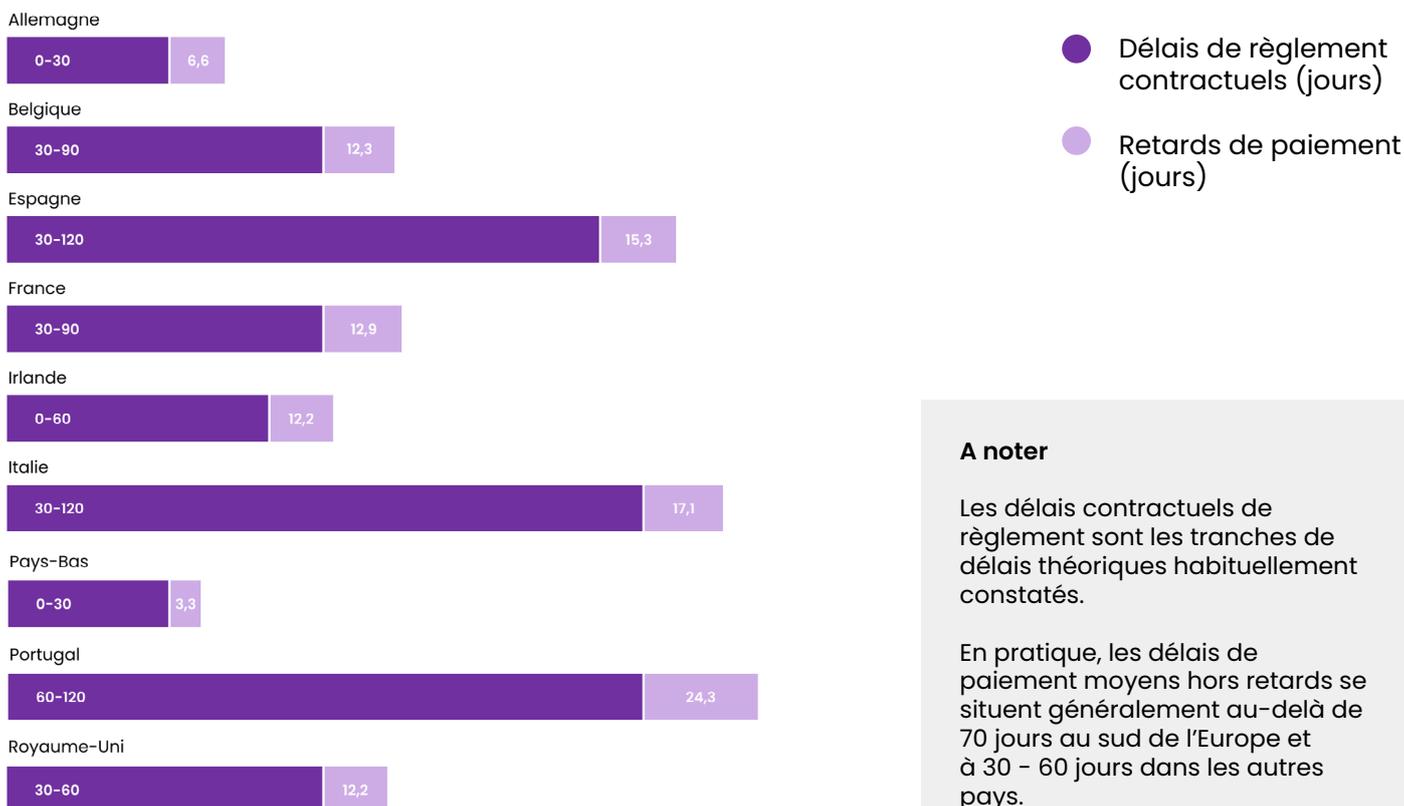
Royaume-Uni

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Sans retard	42,7%	41,9%	43,2%	43,4%	41,1%	39,6%	41,1%	42,8%	44,1%	49,4%	50,1%	51,5%	53,8%	56,6%
En retard de moins de 30 jours	48,0%	48,7%	47,5%	47,1%	49,8%	50,4%	49,8%	47,9%	46,7%	41,5%	40,9%	39,7%	37,5%	35,1%
En retard d'au moins 30 jours	9,3%	9,4%	9,3%	9,4%	9,1%	10,0%	9,1%	9,3%	9,2%	9,2%	9,0%	8,8%	8,7%	8,3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14,4	14,5	14,3	14,5	14,6	15,6	14,7	14,6	14,5	13,8	13,6	13,2	12,8	12,2

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^{ème} trimestre 2024



Comparaison des délais moyens de règlement en Europe au 2^e trimestre 2024

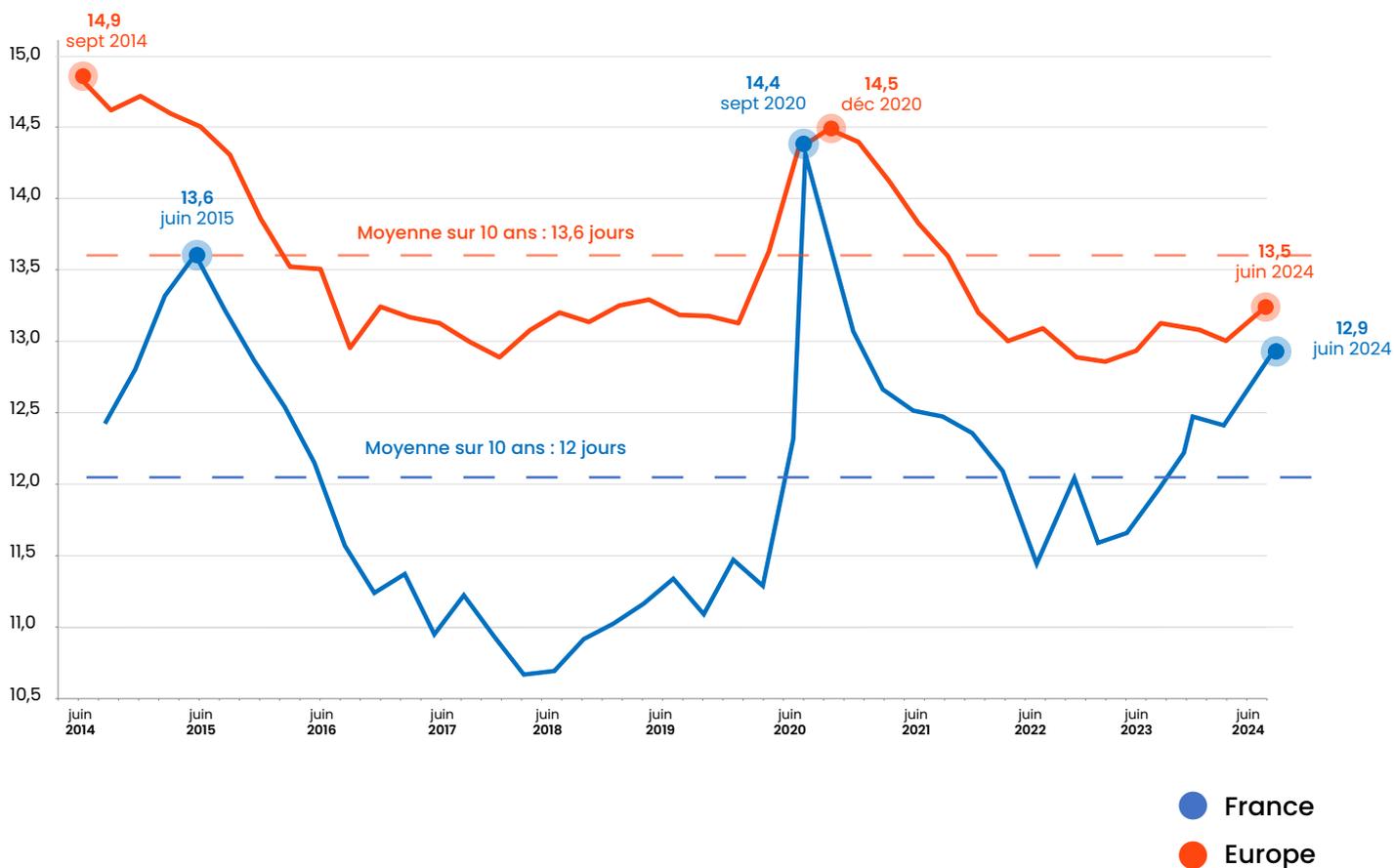


A noter

Les délais contractuels de règlement sont les tranches de délais théoriques habituellement constatés.

En pratique, les délais de paiement moyens hors retards se situent généralement au-delà de 70 jours au sud de l'Europe et à 30 - 60 jours dans les autres pays.

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2022		2023		1er semestre 2024	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	13,0	11,8	12,9	11,4	13,0	12,8
Bâtiment	10,6	8,5	10,9	8,9	11,3	9,4
Détail	16,5	13,2	16,3	12,5	16,8	12,5
Gros	11,9	11,6	11,9	11,5	11,9	11,7
Immobilier	13,9	17,3	15,1	19,3	16,3	21,0
Industrie	11,3	10,8	11,3	10,7	11,5	10,7
Services	11,8	12,6	11,9	13,7	11,9	15,1
Transport & logistique	13,2	15,9	13,2	15,7	13,3	16,1
Ensemble	13,0	11,9	13,1	12,1	13,4	12,7

PARTIE 2

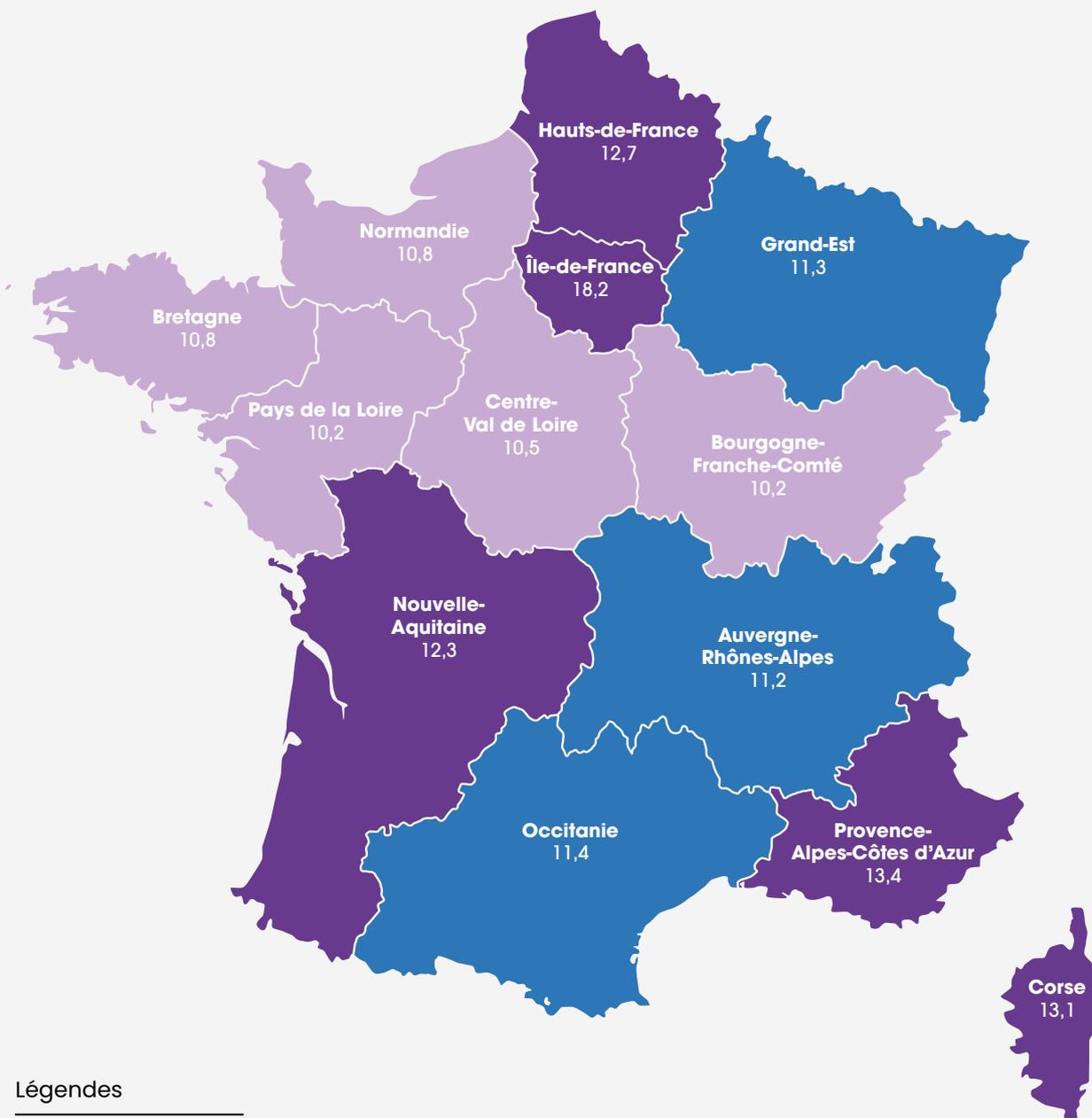
Les comportements de paiement des structures publiques et privées

France

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par région

France	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
AUVERGNE-RHONE-ALPES	13,0	10,9	10,9	10,8	10,4	9,9	10,4	10,2	10,3	10,5	10,6	10,9	10,8	11,2
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	11,3	10,4	10,5	10,6	10,2	9,8	10,3	9,9	10,0	10,0	10,1	10,3	10,1	10,2
BRETAGNE	9,9	9,8	9,8	9,7	9,2	9,0	9,3	8,9	8,8	8,9	10,1	10,8	10,7	10,8
CENTRE-VAL DE LOIRE	11,9	10,9	11,0	10,7	10,6	10,2	10,7	10,5	10,3	10,2	10,4	10,7	10,4	10,5
CORSE	16,3	16,4	16,0	16,3	14,5	13,4	14,0	13,3	12,9	13,4	13,9	13,9	13,3	13,1
GRAND EST	11,5	12,0	12,1	11,9	11,5	10,9	11,4	10,6	10,5	10,7	10,9	11,1	11,0	11,3
HAUTS-DE-FRANCE	11,9	12,4	12,6	12,8	12,7	12,2	12,8	12,5	12,5	12,7	12,4	12,7	12,7	12,7
ILE-DE-FRANCE	13,3	17,6	17,3	17,0	16,9	16,1	17,0	16,4	17,0	17,4	17,4	17,7	17,5	18,2
NORMANDIE	13,4	11,5	11,5	11,5	10,7	10,1	10,6	10,3	10,5	10,6	10,6	11,0	10,7	10,8
NOUVELLE-AQUITAINE	11,0	10,4	10,7	10,5	10,3	9,7	10,1	9,8	9,5	9,9	11,1	11,9	11,8	12,3
OCCITANIE	11,7	11,6	11,6	11,4	10,8	10,3	10,8	10,2	10,0	10,2	10,6	11,1	10,9	11,4
PAYS DE LA LOIRE	10,8	10,0	10,1	10,1	9,6	9,0	9,3	8,9	8,9	9,0	9,5	10,1	9,9	10,2
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	13,0	13,4	13,2	13,1	13,0	12,5	13,1	12,5	12,6	12,7	12,9	13,3	13,0	13,4
OUTRE-MER	25,2	31,3	28,0	29,5	19,3	19,3	20,0	19,0	19,2	20,0	20,4	21,0	21,3	20,8
France	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2024



Légendes

- >12 jours
- 11 à 12 jours
- <11 jours

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par taille

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Moins de 3 salariés	13,0	12,5	12,4	12,8	12,9	12,0	12,8	11,9	11,7	12,2	13,3	13,8	13,6	14,0
3 à 9 salariés	11,3	12,4	12,5	12,2	11,5	11,1	11,6	11,3	11,4	11,5	11,2	11,2	11,0	11,8
10 à 49 salariés	12,6	12,3	12,3	11,9	11,1	10,8	11,1	11,2	11,6	11,5	11,1	11,5	11,4	11,7
50 à 199 salariés	11,9	12,6	12,5	12,2	11,6	11,2	11,4	11,9	12,5	12,4	12,2	12,8	12,8	12,7
200 à 999 salariés	16,3	15,1	14,6	14,4	13,8	13,7	13,9	14,6	15,1	14,7	14,5	15,1	15,1	14,5
1000 salariés et +	11,5	17,6	17,1	17,1	16,8	16,7	16,5	17,7	18,1	17,7	17,5	18,7	18,8	17,8
France	11,9	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 2e trimestre 2024

Les retards les plus courts			Les retards les plus longs		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Industrie	Bois, matériaux de construction	8,4	Immobilier	Promotion immobilière	26,8
Industrie	Métallurgie, mécanique	9,1	Communication	Services d'information	22,7
Industrie	Caoutchouc, plastique	9,2	Immobilier	Agences immobilières	21,7
Construction	Bâtiment	9,3	Services à la personne	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	21,2
Industrie	Réparation, maintenance	9,3	Communication	Films & son	20,9

Les comportements de paiement des structures privées françaises par activité

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Agriculture														
Chasse, pêche, forêt	11,8	13,1	12,9	13,0	14,1	12,8	13,9	11,6	10,9	11,8	13,0	13,8	12,9	12,9
Culture	11,9	12,4	12,7	12,9	14,6	13,6	13,8	11,1	10,5	10,6	12,3	12,9	13,1	13,1
Élevage	14,0	13,7	14,9	15,8	14,4	13,0	12,9	10,2	10,0	9,5	11,7	13,2	13,0	11,9
Construction														
Bâtiment	8,0	7,9	8,1	8,6	8,6	8,2	8,4	8,4	8,0	8,5	9,2	9,7	9,5	9,3
Travaux publics	12,4	12,1	12,7	12,9	13,2	12,7	13,2	13,6	13,4	13,6	13,7	13,6	13,7	13,3
Promotion immobilière	23,7	22,5	24,6	26,6	24,4	23,9	24,1	24,1	24,7	26,3	26,5	27,1	26,8	26,8
Agences immobilières	17,2	17,7	18,1	16,2	14,4	14,3	15,9	14,9	16,2	17,3	16,5	17,0	17,5	21,7
Autres activités immobilières	19,9	20,5	21,4	22,0	17,8	16,0	17,1	15,8	17,5	17,6	18,6	20,0	20,2	19,9
Commerce de détail														
Commerce & réparation véhicules	16,4	16,9	16,2	14,8	12,7	11,2	11,6	10,5	10,2	10,0	10,5	10,9	10,8	10,7
Magasins multi-rayons	17,5	17,1	16,4	14,1	13,0	12,5	13,0	12,1	12,1	10,8	10,9	11,5	11,1	9,8
Détail alimentaire	12,5	12,5	12,7	12,4	11,6	11,9	12,8	13,2	13,5	13,6	13,2	12,9	12,0	12,3
Bricolage & équipement du foyer	12,2	11,6	11,3	9,5	9,8	9,5	10,1	9,7	9,4	9,5	9,4	9,5	9,3	9,5
Sport & loisirs	9,8	10,5	10,7	10,4	9,9	10,3	10,6	10,2	10,5	10,2	10,2	9,9	9,1	10,1
Commerce d'habillement	17,7	18,3	18,8	17,8	17,5	17,6	18,7	16,6	16,1	17,0	16,7	15,4	13,9	14,2
Soin de la personne & optique	12,5	12,6	12,5	11,3	11,1	11,0	11,9	10,3	10,3	10,5	9,9	9,6	9,2	12,9
Vente hors magasin	15,4	14,6	14,8	16,0	18,1	17,6	19,5	17,3	16,3	18,1	18,6	18,2	16,8	20,3
Autres commerces de détail	14,2	14,3	13,9	13,0	13,8	13,6	14,4	13,2	13,1	14,1	14,5	14,5	13,5	14,4
Carburants & combustibles	19,6	19,5	18,8	18,6	16,3	11,3	12,7	11,2	11,0	10,8	10,8	11,7	12,3	11,7
Commerce Interentreprises														
Centrales d'achat	14,9	14,2	13,4	13,2	13,7	13,5	14,2	13,2	12,9	13,4	13,3	13,5	13,4	14,4
Alimentaire	12,2	12,2	12,1	11,7	11,7	11,5	12,0	11,8	12,1	12,5	11,6	11,8	11,9	12,5
Textile, habillement	17,1	17,3	16,8	17,4	18,0	18,1	19,7	19,7	19,2	19,1	18,8	18,1	16,0	18,0
Biens domestiques	13,5	13,1	13,2	12,6	12,8	12,6	13,3	13,2	13,1	13,6	13,1	13,0	12,2	13,4
Équipements informatiques & électroniques	11,1	10,3	10,4	10,3	10,6	10,5	10,8	10,6	10,5	11,0	10,5	10,4	10,5	11,1
Machines & équipements	10,2	9,8	9,7	9,9	10,2	9,8	10,4	10,2	10,1	10,4	10,0	10,3	10,0	10,4
Matériaux de construction, sanitaire...	9,8	9,4	8,9	8,9	9,6	9,5	9,7	9,6	9,3	9,3	8,9	9,3	9,4	9,4
Autres commerces de gros	12,4	12,3	12,3	12,4	12,3	12,4	13,2	12,8	12,5	12,7	12,5	12,5	12,0	12,9
Industrie														
Industrie alimentaire	11,3	11,4	11,2	10,8	11,5	11,2	11,8	11,6	11,6	11,8	11,8	11,9	11,9	11,6
Industrie extractive	10,1	9,9	10,5	10,7	10,4	9,8	10,0	10,0	9,8	10,0	10,1	10,4	10,1	9,7
Textile, habillement, cuir	13,0	12,4	12,1	12,2	13,5	13,2	13,7	12,9	12,8	12,7	12,7	13,1	12,3	13,3
Bois, matériaux de construction	10,2	9,7	9,7	10,1	10,0	9,4	9,2	8,7	8,3	8,2	8,4	8,6	8,6	8,4
Papier, carton	8,4	8,2	8,6	9,5	10,5	9,7	9,6	9,2	8,5	8,9	9,3	9,7	9,2	9,5
Imprimerie	9,9	9,6	10,2	12,4	12,8	12,4	13,0	11,7	10,9	11,6	11,8	12,1	11,6	12,0
Énergie, Eau, Environnement	14,5	14,5	14,7	15,0	13,7	13,4	14,1	13,9	14,2	14,4	14,6	14,9	14,8	14,6
Chimie, Pharmacie	11,1	10,8	11,1	11,2	10,7	10,2	10,8	11,3	11,5	11,3	11,5	12,3	12,1	12,0
Caoutchouc, plastique	8,1	7,8	8,2	9,3	9,5	9,5	9,8	9,9	9,7	9,4	8,7	9,3	9,0	9,2
Métallurgie, mécanique	9,2	8,8	9,4	10,2	10,2	10,1	10,0	9,6	9,6	9,5	9,5	9,8	9,4	9,1
Informatique, électronique	11,1	10,7	11,2	11,7	11,9	11,8	11,9	12,0	11,8	12,0	11,9	12,5	12,6	12,2
Équipements électriques	8,6	8,2	8,4	10,0	10,0	9,5	9,9	10,4	10,5	9,9	9,6	10,1	10,3	10,1
Machines et équipements	9,4	9,0	9,5	9,9	10,1	9,9	10,1	10,4	10,6	10,5	9,9	10,1	10,2	9,9
Industrie automobile, matériel de transport	10,8	9,9	10,5	11,5	11,4	10,7	10,6	10,3	10,5	10,5	10,7	10,9	10,7	10,1
Autres industries manufacturières	10,8	10,9	11,4	11,6	11,9	11,2	11,7	11,0	10,4	10,4	11,3	11,8	11,5	12,1
Réparation, maintenance	8,8	8,7	9,2	9,5	9,7	9,4	9,8	9,4	9,3	9,4	9,5	9,7	9,5	9,3

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Information & communication														
Édition	14,5	13,9	13,3	10,7	9,5	9,2	9,8	10,4	12,5	14,3	13,3	12,7	12,8	16,8
Logiciels	14,5	14,8	14,1	13,3	13,0	13,3	13,9	12,8	12,9	14,1	14,9	15,7	15,3	17,1
Films & son	20,7	20,6	20,4	17,9	15,9	15,5	17,8	16,6	17,4	19,5	19,7	18,0	18,3	20,9
Diffusion de programmes	18,7	19,3	21,4	18,1	14,1	15,1	17,8	18,2	17,7	16,8	15,8	16,1	15,9	18,5
Télécommunications	13,5	13,4	12,2	13,2	14,2	14,2	14,3	14,7	14,8	15,0	13,9	15,0	14,5	15,1
Services informatiques	14,0	13,6	13,0	12,4	12,6	12,7	13,7	13,2	13,3	14,3	14,2	14,2	13,7	15,8
Services d'information	18,6	20,0	18,4	14,6	15,3	14,8	16,5	13,1	13,5	13,5	11,3	15,4	16,7	22,7
Transport & logistique														
Transport routier de voyageurs	16,2	16,9	17,0	17,1	15,7	14,7	15,7	14,5	14,5	15,0	15,0	14,1	14,5	15,7
Transport routier de marchandises	15,3	14,9	15,5	16,7	16,0	15,5	16,1	15,6	15,6	15,8	15,9	16,2	16,0	16,6
Transport non routier	18,2	17,8	17,7	16,4	16,6	16,0	16,5	15,9	15,6	16,1	16,1	15,6	17,1	18,3
Services de transport	17,4	17,2	17,7	19,4	17,1	16,3	16,4	16,0	15,8	15,8	15,2	15,9	15,5	15,6
Activités d'assurance et financières														
Activités financières	16,1	16,9	15,5	14,6	12,4	12,1	13,6	12,9	13,7	14,1	13,6	13,7	13,7	15,0
Activités d'assurance	12,8	13,5	13,5	11,8	9,2	8,9	9,6	9,6	11,5	12,1	9,9	10,1	10,2	15,2
Services aux entreprises														
Services techniques aux entreprises	14,3	14,4	14,5	13,5	12,0	11,8	12,8	12,2	12,9	13,2	12,5	12,6	12,5	15,1
Services administratifs aux entreprises	16,5	16,8	16,3	15,3	15,0	14,8	16,3	15,2	15,5	15,9	15,6	15,6	15,2	16,0
Activités de location	14,9	14,8	15,1	15,5	15,1	14,2	14,5	13,4	13,3	14,1	14,4	14,6	14,4	14,3
Mise à disposition de ressources humaines	16,4	16,2	16,5	15,6	13,0	13,7	15,2	13,9	15,2	16,1	14,9	14,5	13,7	14,9
Voyages	16,0	17,4	18,3	17,0	13,0	12,9	14,6	13,4	13,8	14,3	13,0	13,7	15,7	17,3
Sécurité	15,9	15,4	15,3	15,2	13,2	10,1	11,8	11,9	14,9	14,6	16,8	18,9	19,6	18,1
Nettoyage de bâtiments	15,0	14,5	15,0	14,1	13,9	13,7	14,6	13,6	13,5	14,2	15,1	15,9	15,7	16,8
Services administratifs de bureau	15,1	14,9	16,3	16,5	12,4	12,3	13,5	13,0	13,6	13,9	12,9	12,9	12,4	14,6
Autres activités de soutien aux entreprises	13,5	12,9	13,2	12,9	12,3	11,6	12,4	11,5	11,6	11,9	12,4	12,7	12,4	12,8
Hébergement, restauration, débits de boissons														
Hébergement	16,2	16,0	15,7	14,7	13,9	13,1	13,6	12,4	12,8	12,8	13,0	13,2	13,4	13,6
Restauration	24,0	23,8	24,0	21,8	20,8	19,4	20,1	18,8	19,1	19,4	19,7	19,1	18,1	18,1
Débits de boissons	17,4	17,0	16,0	16,4	14,3	12,7	13,9	15,8	18,5	17,8	17,8	16,4	14,5	14,6
Services aux consommateurs														
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	20,7	19,4	18,0	16,4	18,9	19,0	21,3	20,0	20,5	21,9	22,1	21,8	21,4	21,2
Activités de réparation	10,9	10,9	10,6	10,3	9,7	9,7	10,8	9,2	8,3	8,4	9,3	9,8	10,0	10,2
Autres services à la personne	15,4	16,5	15,4	15,3	14,3	13,3	14,1	12,3	12,8	12,7	12,2	12,6	13,2	13,5
Autres activités														
Santé humaine	16,7	16,6	15,8	15,0	12,7	12,1	12,5	11,7	12,0	11,9	11,7	12,3	12,0	13,4
Action sociale	14,3	13,9	13,9	13,2	12,4	12,2	12,7	12,8	13,5	13,6	13,5	14,1	14,1	14,5
Activités culturelles	15,8	15,9	16,3	13,9	13,1	12,5	12,9	12,3	13,1	13,7	14,6	14,9	14,6	15,9
Activités sportives	18,7	19,1	19,1	17,2	15,6	14,7	15,3	14,3	14,4	14,8	16,0	16,1	15,6	16,8
Autres activités récréatives	19,0	18,7	18,4	16,8	17,4	16,1	17,0	15,3	14,7	15,1	16,2	16,5	15,7	16,3
Enseignement	12,6	12,2	11,3	10,9	11,3	11,0	11,4	11,2	11,6	11,9	11,6	12,4	12,5	12,9
Autres activités	14,3	14,9	14,5	13,7	11,2	10,7	11,1	11,2	12,2	12,3	12,4	13,0	13,2	13,6
Ensemble des activités	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9

Retards de paiement par catégorie juridique

secteur privé & secteur public

Secteur privé	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Société commerciale	11,8	12,0	12,0	12,1	11,8	12,5
Entrepreneur individuel	8,2	8,5	11,3	13,0	13,1	13,4
Association loi 1901 ou assimilé	10,9	10,6	10,6	11,2	11,3	11,4
Société civile professionnelle ou de moyen	10,3	9,3	7,1	7,2	7,7	9,4
Secteur public	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Collectivité territoriale	12,7	13,5	13,5	13,7	13,5	12,7
Etablissement public administratif (type communauté urbaine, de communes etc.)	15,8	16,3	16,0	16,6	16,1	15,1
Etablissement public ou régie à caractère industriel ou commercial	15,6	15,6	14,8	15,6	16,4	16,1
Administration de l'état (principalement les services déconcentrés de l'Etat)	25,6	23,3	20,8	22,0	20,2	19,9
Établissement public local d'enseignement (Colleges Lycées)	9,7	10,2	9,6	11,2	11,6	11,4
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel (enseignement supérieur et de recherche)	17,7	16,3	16,4	17,1	17,0	15,3
Établissement d'hospitalisation	18,1	18,1	18,8	20,9	21,6	20,6
Établissement public local social et médico-social (Maisons de retraite, Ehpad)	11,3	11,8	11,7	12,3	12,6	12,2
Ensemble	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Secteur privé	11,4	11,6	11,8	12,1	11,9	12,5
Secteur public	13,0	13,6	13,3	13,9	13,9	13,3
Ensemble	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9

ANNEXES

Note méthodologique

Le programme DunTrade[®], une observation factuelle de la réalité des paiements

Les membres du premier réseau mondial d'informations économiques et financières Dun & Bradstreet, dont Altares fait partie, ont initié il y a 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, un programme exclusif de collecte d'informations de paiement provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes. Ce programme DunTrade[®] analyse en permanence les retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles. Le programme offre une observation factuelle de la réalité des paiements. Il comptabilise plus de 171 millions d'expériences commerciales réelles permanentes (relations clients-fournisseurs) dans le monde sur 37 millions d'entreprises, dont 8 millions en France sur 2,2 millions d'entreprises.

Altares, membre du réseau mondial Dun & Bradstreet, s'appuie sur le programme DunTrade[®] pour réaliser et publier régulièrement ses analyses des comportements de paiement des organisations privées et publiques en France et en Europe mais aussi pour enrichir ses modèles de score. Altares est contributeur de l'Observatoire des délais de paiement.

Définition et calcul du retard de paiement

Le retard de paiement, analysé par le programme DunTrade[®] se définit comme tout paiement effectué au-delà du terme convenu contractuellement. C'est également la définition retenue par le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne dans l'élaboration de la directive 2011/7/UE sur la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales adoptée le 16 février 2011.

Le retard de paiement, calculé par Altares, correspond donc à l'écart mesuré en jours entre la date de règlement (ou date de l'analyse si le règlement n'a toujours pas été effectué) et la date d'échéance portée en facturation. Les retards calculés pour une même structure (unité légale) sont pondérés par les montants des factures.

Les règles

En France, la Loi de Modernisation de l'Economie, votée le 4 août 2008, a mis en place un plafonnement des délais de paiement interentreprises. Le délai par défaut est de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture et ne peut dépasser 60 jours nets (ou 45 jours fin de mois). Les acheteurs publics pour leur part doivent honorer le paiement à réception de la facture sous 30 jours (Etat, collectivités et leurs établissements publics) ou 50 jours (établissements publics de santé et du service de santé des armées) voire 60 jours (entreprises publiques).

En cas de retard de paiement, des pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire. De plus, le décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012 fixe à 40 euros le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Des délais de paiement spécifiques sont prévus sous certaines conditions pour quelques produits alimentaires tels que des produits agricoles et alimentaires périssables, et de boissons notamment alcoolisées. Les délais sont également particuliers dans les transports tels que le transport routier de fret ou la location de voiture avec ou sans conducteur, mais aussi dans les secteurs saisonniers tels que les articles de sport ou le commerce de jouets. Par ailleurs, la loi Sapin II (9 décembre 2016) a instauré un délai de 90 jours pour les achats de biens et services en franchise de TVA et livrés hors de l'Union Européenne » (hors grandes entreprises).

Le non-respect de ces règles est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 euros pour une personne physique et 2 millions d'euros pour une personne morale (montants doublés en cas de répétition de la faute). La sanction est publiée systématiquement sur le site de la DGCCRF et sur un support habilité à recevoir des annonces légales.

Les règles à connaître (DGCCRF) :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/fiches_pratiques/fiches/delais-de-paiement.pdf?v=1646318467

Nomenclature d'activités

Les statistiques de retards par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares).

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunication, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris



Altaires

Tour Landscape
6, Place des Degrés
92045 LA DEFENSE
contact@altaires.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altaires.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Inter Access Park
Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek, Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344 92045 La Défense CEDEX, France | Tél. : 01 41 37 50 00 |

SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |

TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com